

UNIVERSITÉS CHINOISES

Le reflet d'une société en mutation

par ZENG Xiaoyang *

L'Université en Chine s'est forgée une image de mandarinat, d'autant plus que l'inscription y est fortement sélective. Le concours national d'admission retient chaque année l'attention de millions de Chinois, d'où l'appellation de Juillet noir (1) si ancrée dans l'esprit de tous les candidats. À la rentrée de septembre, les élus entreront dans les 1517 universités publiques, s'ils ont eu une note satisfaisante, ou dans les 167 privées (2). Ils y préparent, soit en trois ans un diplôme d'études supérieures spécialisées, soit en quatre ans le diplôme de la licence ; puis un nombre relativement faible des licenciés continue, également après un concours national, ses études en maîtrise (trois ans) et ensuite en doctorat après un concours cette fois-ci universitaire. Basée sur ces concours sélectifs, la fréquentation des universités demeure-t-elle un privilège social ? Si l'on adopte comme angle de vue la longue durée, trois grandes mutations se dégagent et cette société apparemment figée s'anime.

De la politique à l'économique

Tout d'abord, la mutation de l'orientation des étudiants est à souligner. Dans les années 1950, l'enseignement de tous degrés avait pour mission de servir la politique du prolétariat. L'éducation politique étant intensifiée, l'instruction passait au second plan. Après la politique de réforme et l'ouverture de 1978, l'enseignement incorpore progressivement le critère économique. En 1990, le gouvernement central déclare que l'enseignement doit servir l'édification de la modernisation socialiste, et depuis l'inclination économique l'emporte.

De ce changement d'objectif ont découlé deux grandes réorganisations universitaires. La première a eu lieu en 1952 dans le contexte général d'« apprendre avec l'URSS » (3). Cette période a été marquée par un grand engouement pour les sciences appliquées ; un dicton très répandu le décrit parfaitement : « Équipé de solides connaissances mathématiques, physiques et chimiques, on peut parcourir le monde entier sans la moindre peur ». Les effectifs des étudiants de sciences humaines se sont effondrés : 33,1 % en 1949, 20,5 % en 1952, 6,8 % en 1962 et 8,9 % en 1980 (4). Les plus doués se sont inscrits dans les universités de sciences et technologies ; les sciences humaines étaient considérées comme de pures théories sans utilité immédiate et donc négligeables. Le redressement de celles-ci ira de pair avec la demande de talents de haute qualité au cours des années 1990.

* Université
Sun Yat-sen, Guangzhou
(Canton).

(1) Jusq'en 2003, le concours a eu lieu les 7, 8, 9 juillet chaque année ; celui de 2003 s'est tenu, pour la première fois, en juin afin d'éviter la chaleur de juillet.

(2) Statistique du Ministère de l'Éducation au 1er juillet 2003.

(3) Suivant le modèle soviétique, la majorité des universités n'a gardé qu'une seule discipline, qui s'est ensuite diversifiée afin de former des travailleurs adaptés à des postes précis : on comptait 1038 sections en 1980.

(4) **LI Wenhai**, *L'Enseignement supérieur des sciences humaines face au XXIème siècle*, Les Éditions de Pédagogie du Guangdong, Canton, 2000, p.106.



Amorcée en 1992, une deuxième réorganisation vise en effet à regrouper les établissements supérieurs pour supprimer les doublons, fusionner les sections similaires et créer de nouvelles branches à partir de différentes disciplines. À la fin de l'an 2000, 387 établissements supérieurs se sont regroupés en 212, le nombre de sections s'est également réduit à 249 (5). De nouveaux projets ont été lancés en même temps. En 1996, le projet 211 vise à renforcer durant le XXI^{ème} siècle le rôle de 100 universités d'excellence. S'étant avéré peu après trop ambitieux au vu des capacités financières de la Chine, il a laissé la place en 1998 au projet 985 ; ce dernier consiste à édifier deux universités de premier rang mondial : l'Université de Beijing et l'Université Qinhua. Neuf autres universités ont été intégrées, par la suite, à cet objectif d'acquérir une dimension internationale de premier plan. Dans la droite ligne de ces projets, les universités accélèrent les coopérations sino-étrangères. Le 1^{er} février 2003, le Règlement Provisoire de l'Enseignement Supérieur à l'étranger a été mis en application : une vingtaine d'universités ont obtenu l'autorisation de mener des activités d'enseignement à l'étranger. Parallèlement, nombreux sont les établissements étrangers qui forment des étudiants en Chine avec leurs partenaires chinois. Cette deuxième voie connaît un développement rapide depuis 1998 ; le Bureau du Comité compétent du Conseil des Affaires d'État a recensé, en juillet 2003, plus de 700 dispositifs de coopération sino-étrangère et hong-kongaise, dont 110 programmes ayant le droit de délivrer des diplômes universitaires (6). De la politique à l'économique, de l'émiettement à la réunion, avec, de plus, l'objectif de l'élévation au premier plan mondial, le développement de l'enseignement supérieur en Chine aura donc épousé l'évolution de la société.

L'explosion des droits d'inscription

Le passage de l'économie planifiée à l'économie libérale entraîne dans le monde universitaire une deuxième grande mutation, qui concerne son financement. En système planifié, l'État se charge seul de tout le financement des établissements supérieurs qui dispensent un enseignement gratuit. Dès les années 1980, est née l'idée que le « produit » de l'enseignement supérieur n'est ni purement public ni purement privé, mais para-public ; par conséquent, le coût des études devrait être partagé entre les bénéficiaires, c'est-à-dire l'État et les individus. L'État cesse donc d'être investisseur unique : la part des crédits gouvernementaux dans la recette des universités a diminué de 62,9 % en 1998 à 52,6 % en 2001.

L'autofinancement partiel de l'université à deux sources. La première est le droit d'inscription. En 1985 les universités ont commencé à faire payer un nombre limité des étudiants qui avaient échoué au concours d'admission. Ce système de paiement s'est

(5) Pour ne citer qu'un exemple, l'Université du Zhujiang, l'Université de Hangzhou, l'Université Agricole du Zhejiang et l'Université Médicale du Zhejiang se sont regroupées dans la nouvelle Université du Zhejiang.

(6) Trente-sept programmes avec des Universités des États-Unis, quatorze, dont sept en France, avec des Universités européennes.

Opinion

DE QUELLE ÉDUCATION AI-JE BESOIN ?

L'éducation que j'ai pu recevoir nécessite une remise à neuf de fond en comble, en particulier l'enseignement en sciences humaines.

Quel est le but de cette éducation ? Pour moi, qui suis né après la Grande Révolution Culturelle, il s'agissait de devenir, à l'école primaire, « successeur du communisme », au collège, « nouvel homme à quatre vertus du socialisme », au lycée, « bâtisseur de quatre modernisations », et à l'université, « bon citoyen respectueux de la discipline et de la loi ». M'a-t-on appris à devenir un homme pourvu d'une personnalité complète et indépendante et plein d'esprit critique et de joie ? Je ne peux que dire « non », avec grand regret.

La deuxième question est : « comment cette éducation s'est-elle effectuée ? » « Obéissez, ne soyez pas orgueilleux ! » Depuis la façon de me tenir assis, jusqu'à celle de parler, tout m'a été imposé par les enseignants. Tout jeune, je devais, malgré moi, faire face aux contenus fades et aux examens de toutes sortes. Au cours de ces années, j'ai cru que le sens de la vie résidait dans la réussite de tous ces examens.

L'éducation que j'ai reçue n'est pas celle qui m'apprend à réfléchir, encore moins à créer ; elle ressemble au gribouillage sur une feuille blanche avec de l'eau usée. Heureusement, j'ai fini par déchiffrer, sur cette feuille gribouillée, le mot « autonomie ». À mes yeux, une éducation, qui ne transmet pas de passion pour les études et qui ne donne pas d'élan de création, est une éducation ratée.

Comment en est-on arrivé là ? Depuis l'époque où Confucius disait : « au peuple, il faut montrer la Voie à suivre, sans chercher à lui en expliquer les raisons », il manque à la Chine une tradition d'instruction du peuple. Des palais impériaux jusqu'à la rue, seuls les désirs du pouvoir, de la notoriété et des intérêts sont à

l'honneur, au détriment de la recherche de la personnalité indépendante et de la liberté académique. Dans l'histoire de la Chine, il est frappant de constater l'omniprésence de l'« utilité ». Qu'il s'agisse d'objets, d'êtres humains, de savoirs ou de foi, tout est classé en fonction de son « utilité ». On n'a jamais reconnu, semble-t-il, que la sagesse et le savoir sont beaux en eux-mêmes ; on ne semble pas se rendre compte que ce n'est point pour « être utile à l'homme » que ce monde existe !

J'aspire au changement et à l'auto-éducation : allumer la flamme de bonté et de curiosité, qui agonise au fond du cœur, envisager de faire de l'aspiration à la sagesse et à la vérité la réalité de ma foi, agir en conscience afin d'apprendre à devenir un penseur libre et optimiste, doté de connaissances rationnelles, d'un profond sens humaniste, d'un idéal lucide et d'un esprit d'analyse et d'indépendance.

Sur le plan du contenu, je ne me limiterais plus au contenu initial imposé par le système, pour embrasser largement toutes sortes de disciplines, depuis les disciplines de base jusqu'à celles des sciences sociales en passant par les sciences appliquées ; ceci dans le but d'élargir autant que possible ma vision. En même temps, je participerais activement à toutes formes d'expériences : activités économiques, sociales, artistiques et sportives, afin de forger mes capacités de travail et d'enrichir mes expériences.

Si j'avais à m'engager, je tenterais de briser les barrières, de dépasser les frontières entre l'ancien et le moderne, entre ce qui est chinois et ce qui est étranger, entre les lettres et les sciences, de ne pas limiter mon regard au domaine dans lequel je travaillerais et d'étendre l'univers de la rationalité.

Yu

étudiant d'une grande université



progressivement étendu à l'ensemble des étudiants, et on constate une croissance accélérée du montant des droits d'inscription : en moyenne 200 yuans en 1989, 800 yuans en 1994, 1200 yuans en 1995, 3200 yuans en 1997 et 4500 yuans en 2000. En 2001 et 2002, du fait du gouvernement, ce montant a été maintenu à son niveau de 2000, qui varie de 3500 à 5500 yuans selon l'école et la discipline. Ce revenu a représenté, dans l'ensemble des recettes universitaires, 13,4 % en 1998 et 25,6 % en 2001 (7).

Heureuse aux yeux des universités, mais malheureuse pour les familles pauvres, la hausse des droits d'inscription est devenue actuellement une des grandes préoccupations sociales (8). Chaque année, après l'envoi de la lettre d'admission par les universités, les journaux publient des reportages sur les familles dépourvues de moyens de payer l'école des enfants, et des recueils de dons sont chose fréquente. Une enquête menée en 2001, à Shanghai, Beijing et Guangzhou, relève que 54,3 % d'habitants trouvent la croissance du droit d'inscription trop rapide ; seuls 26,6 % la trouvent acceptable, alors qu'il s'agit des trois villes parmi les plus riches en Chine (9). Le Journal *Jeunesse de Chine* a publié le 21 mars 2003 un article intitulé « Une armée de trois millions d'indigents dans les établissements supérieurs en Chine », qui souligne que ceux-ci représentent un quart de l'ensemble des étudiants. Bien que l'État prenne des mesures d'aide en accordant des bourses et des crédits, seul un tiers des demandeurs peut en bénéficier.

La deuxième part d'autofinancement provient du fait que les Universités entrent sur le marché, soit par des activités commerciales telles que la fondation d'entreprises de haute technologie, l'offre de formations continues, la participation à la création de nouvelles technologies, soit par la réalisation d'études scientifiques commandées par les organismes publics. De 1998 à 2001, cette part d'autofinancement s'est maintenue à 22,6 % de l'ensemble des recettes. Actuellement, la génération de sources de revenus est devenue une fonction des établissements supérieurs aussi importante que l'enseignement. Ceci dit, ces dernières années, ce phénomène est accablé de critiques, tournant autour de l'affaiblissement de la recherche scientifique.

La crainte du chômage

Avec la floraison des universités se dévoile une troisième mutation, concernant le statut social des étudiants et des enseignants. Les étudiants en souffrent d'abord, ces anciens fils orgueilleux du Ciel sont devenus d'anxieux demandeurs d'emploi. Ce changement est lié directement avec la croissance accélérée du nombre des étudiants. Le premier bond en avant a été fait en 1992 (10) ; par la suite, le nombre d'étudiants s'accroît progressivement jusqu'au deuxième grand bond réalisé en 1999. Depuis,

(7) Statistiques du crédit éducatif du Département des Finances du Ministère de l'Éducation.

(8) D'après la statistique de l'économie nationale publiée par le Bureau National de Statistique, le revenu net annuel par habitant rural est de 2210 yuans en 1999 et 2253 yuans en 2000, le revenu disponible annuel par habitant citadin est de 6280 yuans en 1999, et 7053 yuans en 2000.

(9) Bureau national de statistique.

(10) 1,35 million d'étudiants entrés dans les universités, soit une augmentation de 23,94 % par rapport à 1991.

on enregistre une augmentation annuelle de 10 % environ. Bien que le taux des étudiants par rapport à l'ensemble des jeunes de 18 à 22 ans ne soit pas élevé – 8,42 % en 1998, 11 % en 2000 et 13,3 % en 2002 (11) – plus d'un million de demandeurs d'emploi entre chaque année en même temps dans le marché du travail, et ce dernier a du mal de les digérer d'un coup (12). Des facteurs jouent bien entendu tels que le Sars, la récession économique, mais la pression la plus lourde vient de la grande quantité des diplômés. Le fils orgueilleux du Ciel devient un nom qui appartient déjà à l'histoire ; nombreux sont ceux qui passent toutes sortes de certificats de capacité pour être mieux équipés au sortir de l'école.

Le changement de statut atteint cette année les enseignants. Dans la Chine du Nord et du Sud, deux grandes universités – Université de Beijing et Université Sun Yat-sen de Guangzhou – ont lancé un projet de réforme presque identique, dont l'essentiel consiste en l'introduction d'un système concurrentiel dans l'engagement des enseignants. Le bol de riz en fer sera cassé : professeurs assistants, maîtres de conférence et professeurs associés auront un contrat de travail pour trois ans, renouvelable deux fois, et ceux qui n'auront pas été promus durant ce contrat seront congédiés ; seuls les professeurs gardent leur inamovibilité. Cette réforme est d'autant plus sévère que le contingent de postes de chaque grade est limité et forme une sorte de pyramide. « Tremblement de terre dans le campus universitaire », dit la presse, réforme favorable à l'élévation du niveau universitaire aux yeux de ses partisans, logique des plus forts au détriment des jeunes selon les opposants. Cette réforme ouvre-t-elle enfin une brèche dans le mécanisme académique? On se pose la question.

En fait, beaucoup d'enseignants de l'Université Sun Yat-sen ont signé leur contrat en comptant sur l'altération de cette politique. « Restreinte par l'état actuel des choses, la réforme en Chine n'est jamais dotée de caractère radical » dit un fonctionnaire. En effet, les enseignants réclament une véritable réforme qui touche des questions plus cruciales, telles que le système de promotion graduelle, qui se base uniquement sur la quantité des articles publiés dans des revues dites clefs, ou celle de l'administration colossale, qui représente deux tiers du personnel universitaire et qui dispose de toute la ressource.

La tour d'ivoire s'éloigne, l'image du mandarinat s'écaille progressivement au fil de l'évolution du monde universitaire. Ces trois grandes lignes de mutations tracent l'esquisse d'un monde qui, tout comme son pays, déploie tous ses efforts pour se classer parmi les plus avancés.

ZENG Xiaoyang

(11) **ZHAO Qinnian, SUN Denglin,**

« Du sur-développement mesuré de l'enseignement supérieur sous un point de vue évolutif », dans *L'Étude de l'Enseignement supérieur*, 2003, n° 5.

(12) Au 20 juin 2003, le taux de signature du contrat de travail des nouveaux diplômés est inférieur à 50 %, par contre il avait atteint 65 % en 2002 dans la même période.